

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0478 du 28 Oct au 03 Nov 2024

Magazine

UN BÉNIN TRANSFORMÉ PAR SES RÉFORMES

PATRICE TALON
ET SON ÉQUIPE
GOUVERNEMENTALE



Sommaire

HEBDO N°0478 du 28 Oct au 03 Nov 2024

PATRICE TALON

UN BÉNIN TRANSFORMÉ PAR SES RÉFORMES

BÉNIN

QUATRE ACCORDS POUR LE DÉVELOPPEMENT

BURKINA FASO

DÉRIVES PRÉDICATEURS ISLAMIKES CONDAMNÉES

CÔTE D'IVOIRE

JEAN-LOUIS BILLON CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE 2025

CÔTE D'IVOIRE

RETOUR TRAUMATISANT DES RESSORTISSANTS LIBANAIS

RDC

NOUVEL AÉROPORT POUR LA TSHOPO OUVERTE AU MONDE

GABON

UNE CAMPAGNE POUR UN TOURNANT CONSTITUTIONNEL

HAÏTI

LESLIE VOLTAIRE FACE À LA VIOLENCE DES GANGS

FRANCE

LE DÉSARROI DES LIBANAIS BLOQUÉS

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

POUTINE NIE TOUT SOUTIEN À TRUMP

TURQUIE

I. TRAORÉ CONDAMNE ATTAQUE TERRORISTE

FOOTBALL

LE BARÇA HUMILIE LE REAL MADRID



BENIN



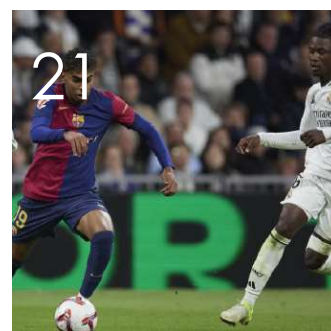
BENIN



INTER



AFRIQUE



SPORT

Afrique

TROISIÈMES MANDATS, UN DANGER POUR LA DÉMOCRATIE

La question des troisièmes mandats présidentiels en Afrique continue de susciter de vifs débats et tensions. De nombreux chefs d'État, après deux mandats, modifient les constitutions ou les interprètent pour prolonger leur présence au pouvoir. Cette pratique représente une menace sérieuse pour la démocratie et le principe de l'alternance, pilier fondamental de tout système politique stable.

Les défenseurs du troisième mandat justifient souvent leur démarche par la nécessité de poursuivre des réformes ou de garantir la stabilité du pays. Ils affirment qu'un changement de leadership pourrait être synonyme de chaos ou de recul économique. Cependant, cette vision ignore la capacité de nombreux pays africains à gérer des transitions démocratiques pacifiques, comme le montrent les exemples du Ghana, du Sénégal, du Bénin ou du Botswana. Ces pays ont su prouver que le respect des règles constitutionnelles n'est pas un obstacle au développement, mais au contraire une source de stabilité.

En réalité, la prolongation des mandats au-delà des limites constitutionnelles fragilise les institutions et érode la confiance des citoyens dans le processus électoral. Les tentatives de révisions constitutionnelles se heurtent souvent à une opposition populaire forte, entraînant des manifestations, des violences et un climat de répression. En Guinée ou en Côte d'Ivoire, les modifications constitutionnelles pour permettre un troisième mandat ont plongé ces pays dans des crises sociopolitiques profondes.

Au-delà des frontières nationales, ces pratiques ont aussi un coût diplomatique. Les partenaires internationaux, qui soutiennent le développement et la stabilité en Afrique, perçoivent ces dérives comme un recul démocratique. Cela peut nuire à la coopération et compromettre les efforts de développement.

Il est temps que les dirigeants africains comprennent qu'un véritable leadership se mesure à la capacité de préparer une transition pacifique et de respecter les lois. Pour construire un avenir stable et prospère, il est essentiel de respecter le choix des urnes et de laisser place à une nouvelle génération de leaders. L'Afrique mérite une démocratie qui privilégie le changement par les urnes, et non par les amendements constitutionnels.



Wilfrid K.

CEO/Directeur de Publication



UN BÉNIN TRANSFORMÉ PAR SES RÉFORMES

Depuis son accession à la présidence de la République du Bénin en 2016, Patrice Talon s'est illustré par sa détermination à transformer le pays. Grâce à une vision claire de développement et à un leadership rigoureux, Talon a su engager le Bénin sur la voie de la modernisation, de la croissance économique et de la consolidation des institutions. Entouré d'une équipe gouvernementale de haut niveau, il a mis en œuvre des réformes audacieuses et des projets d'envergure qui touchent divers secteurs clés de la société béninoise. Cependant, face à ces avancées, il est crucial de protéger la démocratie béninoise chèrement acquise et de ne pas la remettre en question par un coup d'État, qui serait un retour en arrière.

Le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) lancé par Patrice Talon, connu sous le nom de « Bénin Révélé », a marqué un tournant dans le développement économique du pays. Ce plan ambitieux vise à moderniser le Bénin à travers la rationalisation de l'administration publique,

la lutte contre la corruption, et la dynamisation de l'économie.

Romuald WADAGNI, Ministre d'État, Ministre de l'Économie et des Finances en charge de la Coopération, a joué un rôle essentiel dans la stabilisation des finances publiques, renforçant la transparence budgétaire et la confiance des investisseurs. La gestion prudente de la dette publique et l'amélioration des indicateurs économiques ont permis au Bénin de maintenir une croissance solide malgré les défis mondiaux. Ce redressement économique a été salué par plusieurs institutions financières internationales, faisant du Bénin un modèle de gestion rigoureuse en Afrique de l'Ouest.

Sous la direction de José Didier TONATO, Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable, le gouvernement a initié plusieurs projets d'infrastructures visant à améliorer le cadre de vie des Béninois. Parmi les réalisations notables, la réhabilitation des routes et la construction de nouveaux axes routiers facilitent le transport des personnes et des marchandises à travers

le pays, favorisant ainsi le commerce et l'intégration régionale.

Le projet de l'asphaltage de plusieurs villes béninoises est l'une des grandes réussites de la présidence de Talon, offrant aux habitants des routes modernes et une meilleure accessibilité. De plus, la modernisation des centres urbains contribue à embellir les villes et à attirer davantage de visiteurs, tout en stimulant l'économie locale.

Babalola Jean-Michel Hervé ABIMBOLA, Ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, a travaillé aux côtés de Patrice Talon pour renforcer le rayonnement culturel du Bénin. L'un des moments les plus marquants de cette collaboration a été la restitution des trésors royaux d'Abomey, un acte historique qui a permis de récupérer une partie importante du patrimoine culturel béninois.

Ces œuvres, emportées pendant la période coloniale, sont désormais exposées dans les musées béninois, attirant de nombreux visiteurs et renforçant le sentiment de fierté nationale. Ce retour des trésors culturels s'inscrit dans

une politique plus large de valorisation du patrimoine historique du Bénin, contribuant à redynamiser le secteur du tourisme et à renforcer l'identité culturelle.

Le secteur agricole, pilier de l'économie béninoise, a bénéficié de réformes importantes sous le gouvernement Talon. Gaston DOSSOUHOUI, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a œuvré pour la modernisation des pratiques agricoles et la sécurisation des chaînes de valeur, en particulier pour les cultures de rente comme le coton, dont le Bénin est devenu l'un des plus grands producteurs africains. Le soutien aux petits exploitants agricoles à travers des programmes de subventions et l'amélioration de l'accès aux intrants a permis de stimuler la production agricole et de garantir la sécurité alimentaire dans le pays. Grâce à ces efforts, le Bénin a connu une augmentation de sa production agricole et une diversification de ses cultures, contribuant à la résilience économique du pays face aux aléas climatiques.

Adidjatou MATHYS, Ministre du Travail et de la

UN BÉNIN TRANSFORMÉ PAR SES RÉFORMES



Fonction Publique, a été un acteur clé dans l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et dans la réforme de la fonction publique. Son action a permis de redynamiser le secteur public, en favorisant une meilleure organisation et une transparence accrue dans la gestion des agents de l'État.

Véronique TOGNIFODÉ, Ministre des Affaires Sociales et de la Micro-Finance, a de son côté su-

pervisé des programmes destinés à améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, en renforçant l'inclusion financière à travers des initiatives de micro-crédit et en soutenant les femmes et les jeunes.

La question de l'énergie a été au cœur des priorités de la présidence de Patrice Talon. Grâce à Samou Seïdou ADAMBI, Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, et à l'impulsion de projets

tels que la construction de la centrale thermique de Maria-Gléta, le Bénin a pu renforcer ses capacités de production électrique.

Ces efforts visent à atteindre l'autosuffisance énergétique, un facteur crucial pour soutenir la croissance industrielle et améliorer la qualité de vie des citoyens. L'augmentation de la capacité de production énergétique permet aujourd'hui de réduire les coupures d'électricité,

de rendre le Bénin plus attractif pour les investisseurs, et de créer un environnement propice au développement économique.

Le mandat de Patrice Talon a été marqué par des réformes politiques visant à renforcer la stabilité des institutions et la consolidation de la démocratie béninoise. Cependant, les critiques sur certaines décisions, notamment celles relatives aux élections législatives de 2019, ont

FIRST AFRIQUE

HHEBDO N°0476 du 14 au 20 Oct 2024

Magazine



AFSIA SOLAR
AWARDS

2024

ISMÈNE
AHAMIDÉ
UNE FIERTÉ BÉNINOISE

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA -LILLE / FRANCE

UN BÉNIN TRANSFORMÉ PAR SES RÉFORMES



suscité des débats sur la nécessité de préserver le pluralisme politique. Malgré cela, le Bénin demeure un pays où le respect des institutions et de l'État de droit reste un principe fondamental. Il est donc impensable de mettre en péril ces acquis démocratiques par un coup d'État. En effet, la démocratie béninoise, construite au prix de

nombreux sacrifices, est le socle sur lequel repose le développement de la nation.

Patrice Talon, avec sa vision pragmatique et son équipe gouvernementale dynamique, a réussi à transformer le Bénin en une nation plus moderne et plus résiliente. Les réformes qu'il a mises en œuvre dans des secteurs variés

tels que l'économie, la culture, l'énergie et les infrastructures ont permis au pays de connaître un essor significatif.

Cependant, la préservation de la démocratie reste essentielle. Les avancées réalisées par le gouvernement Talon montrent que le développement et le respect de la volon-

té populaire peuvent aller de pair pour bâtir un avenir meilleur pour tous les Béninois. Renverser ces acquis par un coup d'État serait non seulement un pas en arrière, mais aussi une trahison envers l'esprit de progrès qui anime le Bénin aujourd'hui.

Wilfrid K.

PATRICE TALON ET SON ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE



F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader

Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

I. TRAORÉ CONDAMNE ATTAQUE TERRORISTE

À la suite de l'attaque terroriste survenue en Turquie, le Capitaine Ibrahim Traoré, Président de la Transition au Burkina Faso, a exprimé sa vive condamnation de cet acte. L'attentat, survenu ce mercredi devant le siège des industries de défense turques, a causé de nombreuses pertes humaines et a semé la terreur au sein de la population.

Dans sa déclaration, le Capitaine Traoré a qualifié l'attaque de « lâche et barbare », soulignant son caractère odieux et

les intentions de ceux qui cherchent à nuire à la stabilité et à la paix. **« Je condamne avec fermeté cet acte lâche et barbare »**, a-t-il affirmé, rappelant que de tels actes de violence ne peuvent être tolérés et doivent être fermement combattus.

Le Président de la Transition burkinabè a également adressé ses condoléances et sa solidarité au peuple turc ainsi qu'au Président Recep Tayyip Erdoğan, affirmant que le Burkina Faso partage la douleur de cette tragédie. **« J'exprime ma com-**

passion et ma solidarité au peuple turc et au Président Recep Tayyip Erdoğan », a-t-il déclaré, soulignant le lien de fraternité entre les deux nations dans les épreuves.

Ibrahim Traoré a saisi l'occasion pour réitérer l'engagement de son pays dans la lutte contre le terrorisme, un fléau qui touche non seulement la Turquie, mais aussi de nombreux autres pays. **« Aux côtés de nos alliés et de tous ceux qui militent pour l'avènement d'une paix véritable dans le monde, restons engagés et déterminés! »**, a-t-

il conclu, appelant à une unité internationale face à la menace terroriste.

Cette déclaration vient renforcer la solidarité internationale et le soutien mutuel entre les nations dans le combat contre le terrorisme, alors que la Turquie et ses partenaires poursuivent leurs efforts pour garantir la sécurité de leurs populations.

La rédaction



RETOUR TRAUMATISANT DES RESSORTISSANTS LIBANAIS



Face à l'escalade de violence au Liban, marquée par une offensive militaire israélienne contre le Hezbollah, la Côte d'Ivoire a décidé de rapatrier ses ressortissants bloqués dans ce pays en crise. À l'instar de nombreux autres pays africains, comme le Sénégal, le Nigeria ou encore l'Algérie, la Côte d'Ivoire a mis en place un dispositif de rapatriement pour sécuriser le retour de ses citoyens. Ces derniers, confrontés

aux horreurs du conflit, sont progressivement accueillis à Abidjan.

Les témoignages de ceux qui ont pu rentrer sont poignants. Vendredi 25 octobre 2024, un groupe d'environ 30 Ivoiriens a retrouvé la terre ivoirienne après des semaines de terreur au Liban. Parmi eux, des agents de l'ambassade de Côte d'Ivoire à Beyrouth qui ont vécu des moments de grande tension. Le maître d'hôtel Otou Kouamé, qui faisait partie des rapatriés,

évoque la peur qui les tenait en permanence : « Il y avait des bruits intenses, des bombardements, des détonations. Tout le temps, notre sommeil était perturbé. C'était vraiment horrible, on avait peur. »

Les scènes de panique et de stress sont encore présentes dans leurs esprits. Ce retour marque la fin d'un calvaire, mais les souvenirs des explosions et des craintes d'être pris dans les tirs persistent. « Quand les bombardements s'intensifiaient,

nous nous demandions chaque fois si nous allions survivre jusqu'au lendemain », partage un autre rapatrié, sous le coup de l'émotion. Le traumatisme est tel que, malgré leur retour en sécurité, certains peinent à retrouver un semblant de sérénité.

À leur arrivée à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, les rapatriés ont été accueillis par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire, Christophe Kouakou, et quelques membres de la diaspora ivoirienne. Bien

RETOUR TRAUMATISANT DES RESSORTISSANTS LIBANAIS

que les traits fatigués témoignent de la dure épreuve traversée, l'ambassadeur a exprimé un sentiment de soulagement : « Aucun cas de blessé ou de mort n'a été à déplorer », a-t-il assuré. Cet accueil symbolique traduit la solidarité de la nation envers ses ressortissants, tout en soulignant les efforts diplomatiques déployés pour leur rapatriement.

Le processus de retour des Ivoiriens du Liban repose sur une coordination minutieuse, impliquant les autorités ivoiriennes et les compagnies aériennes. Joachim Kanté Kouassi, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire, a précisé les mesures mises en œuvre pour sécuriser ces retours. « Toutes les dispositions sont prises pour qu'ils puissent revenir en Côte d'Ivoire, puisque les billets d'avion ont été émis », a-t-il déclaré. Les évacués sont rapatriés par des vols commerciaux, en fonction des places disponibles, ce qui a permis de mener à bien les premiers retours malgré un contexte tendu.

Cependant, le nombre d'Ivoiriens qui souhaitent rentrer dépasse les capacités de ces vols de rapatriement. En conséquence, des dizaines de ressortissants attendent encore leur tour pour quitter le Liban. « Nous

travaillons avec les compagnies aériennes pour augmenter les rotations et permettre à chacun de retrouver sa famille ici », a ajouté Kanté Kouassi.

Malgré les risques, une quarantaine d'Ivoiriens ont décidé de rester au Liban. Ces derniers, inscrits au registre de l'ambassade, ont opté pour le maintien sur place, parfois par attachement au pays où ils ont construit leur vie, mais aussi par crainte de ne pas trouver de perspectives professionnelles en Côte d'Ivoire. Pour eux, la situation reste incertaine, et l'ambassade continue de suivre leur situation de près, en gardant la possibilité de les évacuer en cas de besoin.

« Nous restons à leur écoute et nous assurons qu'ils aient les informations nécessaires pour prendre les bonnes décisions en fonction de l'évolution sur le terrain », a rassuré un responsable de la mission diplomatique. Le soutien psychologique apporté aux Ivoiriens rapatriés et à ceux restés sur place s'inscrit également dans l'engagement des autorités pour protéger leurs citoyens.

Le retour de ces Ivoiriens témoigne de l'importance de la diplomatie ivoirienne et de la coopération internationale face aux crises. À l'instar des autres pays

africains ayant organisé des évacuations, la Côte d'Ivoire a su réagir pour protéger ses ressortissants, dans un contexte de tensions croissantes au Proche-Orient. La mobilisation rapide de l'État, à travers son ministère des Affaires étrangères et ses représentations diplomatiques, a permis de réduire les risques pour ces citoyens piégés dans une zone de conflit.

Au-delà du soulagement de ces rapatriés, ce retour met en lumière la solidarité entre les pays africains face aux situations d'urgence et aux conflits armés. Les réseaux de coordination entre les missions diplomatiques, les compagnies aériennes et les organisations internationales ont joué un rôle crucial pour assurer le retour des ressortissants dans des conditions difficiles.

Le retour au pays n'est cependant qu'une étape. Les Ivoiriens qui ont fui le Liban doivent maintenant faire face à un autre défi : la réinsertion sociale et économique. Beaucoup ont tout perdu durant leur séjour forcé au Liban, et devront reconstruire leur vie. Les autorités ivoiriennes s'engagent à leur offrir un accompagnement pour faciliter leur réintégration dans la société et leur permettre de retrouver une stabilité.

Des dispositifs de soutien psychologique sont également mis en place pour aider ces rapatriés à surmonter les traumatismes vécus. « Ils reviennent de situations de stress intense, et il est important qu'ils soient entourés pour se reconstruire », a souligné un responsable du ministère de la Santé.

La crise au Liban rappelle la fragilité des situations des travailleurs immigrés africains dans certaines régions du monde. Alors que les affrontements se poursuivent au Proche-Orient, les initiatives de rapatriement menées par la Côte d'Ivoire illustrent la priorité donnée à la protection des citoyens ivoiriens où qu'ils se trouvent.

Cette épreuve rappelle aussi l'importance pour les États africains de renforcer leur présence diplomatique et leur capacité à intervenir rapidement dans les crises internationales pour garantir la sécurité de leurs ressortissants. Les rapatriés, même marqués par l'épreuve, témoignent de la solidarité qui unit la diaspora ivoirienne, et espèrent que le pays leur offrira une seconde chance pour reconstruire leur avenir.

La rédaction

JEAN-LOUIS BILLON CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE 2025



Le paysage politique ivoirien prend un tournant décisif avec l'annonce de la candidature de Jean-Louis Billon, député du Parti

Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA), à la présidentielle d'octobre 2025. Sa déclaration, faite le 25 octobre 2024 à Dabakala, s'ins-

crit dans un contexte électoral tendu, alors que son parti est en pleine préparation pour encourager les électeurs à s'inscrire

sur les listes électorales. Tidjane Thiam, le président du PDCI-RDA, est actuellement en mission dans l'ouest du pays pour

JEAN-LOUIS BILLON CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE 2025

mobiliser les électeurs, ce qui souligne l'importance stratégique de cette période.

Jean-Louis Billon, qui a fait de sa détermination un cheval de bataille, a exprimé son intention de « se présenter pour gagner ». Cette déclaration intervient après une période de critiques sur la gestion interne de son parti. Dans une interview accordée à *Fraternité Matin*, il a souligné que « les cadres expérimentés ne sont pas mis en avant », une affirmation qui reflète son mécontentement face à l'état actuel du PDCI-RDA et à l'absence de rencontres politiques significatives depuis l'élection de Tidjane Thiam.

Le parcours de Billon au sein du PDCI a été marqué par des absences notables, notamment lors de la passation de charges et de la présentation du nouvel organigramme. Ce retrait a fait naître des suspicions parmi les membres de son parti, qui le voient comme un élément marginalisé au sein d'un mouvement plus large. Un cadre du parti a commenté cette situation, indiquant que « Jean-Louis Billon n'a qu'à participer aux activités du

parti », soulignant ainsi le manque d'engagement perçu du député.

Malgré ces critiques internes, Billon reste résolu à poursuivre sa candidature. Cependant, l'atmosphère au sein du PDCI est marquée par une concentration sur l'inscription des jeunes sur les listes électorales, comme l'a souligné Soumaïla Bredoumy, le porte-parole du parti. Pour lui, l'accent doit être mis sur la mobilisation des jeunes électeurs, laissant peu de place à la candidature de Billon.

La convention du PDCI, qui devrait se tenir prochainement, est attendue avec impatience. Aucune date n'a encore été fixée, mais la direction du parti a assuré que la convention sera ouverte à tous. Cependant, le 22 décembre 2023, lors d'un précédent congrès, Tidjane Thiam a été désigné comme « le candidat du PDCI-RDA à la convention d'investiture » pour la présidentielle, ce qui complique encore la situation de Billon.

Les manœuvres politiques en cours au sein du PDCI révèlent une lutte de pouvoir sous-jacente. La concentra-

tion sur Tidjane Thiam en tant que candidat principal, couplée à l'absence de participation active de Billon, soulève des questions sur sa capacité à mobiliser le soutien nécessaire au sein du parti.

Billon devra convaincre non seulement les membres de son parti, mais aussi l'électorat ivoirien plus largement. Cela implique non seulement de présenter des idées claires et cohérentes sur son programme politique, mais aussi de renforcer sa visibilité au sein du PDCI. Les enjeux sont de taille, et la route vers la présidentielle de 2025 s'annonce parsemée d'embûches pour le député de Dabakala.

Les réactions des militants du PDCI et du public ivoirien face à la candidature de Billon sont pour l'instant mitigées. Certains voient en lui un candidat capable de dynamiser le PDCI, tandis que d'autres estiment qu'il n'a pas encore su s'imposer comme une figure incontournable au sein du parti.

Alors que l'élection présidentielle approche, l'importance de l'inscription sur les listes électorales et la mobilisation des jeunes s'accroît, et

les candidats devront s'adapter rapidement pour répondre aux attentes d'un électorat de plus en plus exigeant. La scène politique ivoirienne est en pleine mutation, et le temps jouera un rôle crucial dans le positionnement des différents acteurs en lice pour 2025.

Jean-Louis Billon, en déclarant sa candidature, ouvre un nouveau chapitre dans la politique ivoirienne. Cependant, il est confronté à un défi majeur : comment réussir à rassembler un soutien solide alors que son propre parti semble encore en phase de structuration. Alors que les préparatifs pour la présidentielle se poursuivent, l'évolution de la situation au sein du PDCI-RDA sera cruciale pour l'avenir politique de Billon et du pays tout entier. La capacité à dépasser les divisions internes et à mobiliser les électeurs sera déterminante pour le succès de sa candidature et celle de son parti dans le paysage politique ivoirien en pleine évolution.

La rédaction

QUATRE ACCORDS POUR LE DÉVELOPPEMENT



Le Bénin a franchi une étape significative pour son développement économique avec la signature de quatre accords de financement, totalisant 74,5 milliards de FCFA, lors des Assemblées Annuelles de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) à Washington, les 23 et 24 octobre 2024. Le Ministre de l'Économie et des Finances, Romuald WADAGNI, a conclu ces accords en partenariat avec le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID), la Banque Ouest Africaine de Développement

(BOAD) et le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe (FKDEA). Ces investissements visent à renforcer les secteurs de l'agriculture, de la formation professionnelle, et de l'accès à l'eau potable.

Parmi les projets financés, l'extension du Projet d'Appui au Développement du Maraîchage (PAD-MAR) se distingue avec un apport de 26 millions de dollars US (environ 15,6 milliards de FCFA) de la part de l'OFID. Ce projet couvrira 27 communes, incluant des zones comme Parakou, Malanville,

Bohicon, et d'autres. L'objectif est de renforcer les capacités des producteurs maraîchers, ce qui permettra d'augmenter les revenus des agriculteurs et d'améliorer la sécurité alimentaire dans ces régions. Cette extension devrait aussi contribuer à une meilleure nutrition pour les populations locales.

La formation technique et professionnelle est un autre axe majeur de cette initiative. Grâce à un financement de 30 milliards de FCFA de la BOAD, trois nouveaux lycées techniques seront construits, réhabilités, et équipés

QUATRE ACCORDS POUR LE DÉVELOPPEMENT

à Bohicon, Natitingou et Lokossa. Ces établissements modernisés permettront aux jeunes d'acquérir des compétences adaptées aux besoins du marché du travail, renforçant ainsi le capital humain du pays. Cet investissement est une réponse directe aux défis d'employabilité et de formation que rencontre la jeunesse béninoise.

Enfin, le Bénin s'engage à améliorer l'accès à l'eau potable pour ses citoyens grâce à un projet financé conjointement par le Fonds Koweïtien (8,9 milliards de FCFA) et la BOAD (20 milliards de FCFA). Ce projet ciblera les villes de Bassila, Al-lada, Lokossa et Athiémé. L'initiative vise à garantir un accès plus large et fiable à l'eau potable, contribuant ainsi à la santé publique et à la qualité de vie des populations de ces localités.

Les accords ont été signés avec les responsables des trois institutions finan-



cières internationales, marquant un tournant pour le développement du Bénin. Abdulhamid Alkhalifa de l'OFID, Serge EKUE de la BOAD, et Ghanem Al Ghunaiman du FKDEA ont témoigné de leur engagement pour accompagner le pays dans ces projets structurants.

Ces financements confirment la volonté du gouvernement béninois de mettre le bien-être des populations au centre de ses priorités. L'accent mis sur la sécurité alimentaire, la formation professionnelle, et l'accès à des services sociaux de base reflète une vision de développement inclusive. Grâce à ces initiatives, le Bénin renforce son potentiel de croissance économique et assure une meilleure qualité de vie à ses citoyens.

La rédaction



POUTINE NIE TOUT SOUTIEN À TRUMP



La prochaine élection présidentielle américaine suscite un intérêt mondial, et la récente prise de parole de Vladimir Poutine sur le sujet a attiré l'attention lors du sommet des BRICS. Le président russe, souvent accusé de favoriser les républicains et notamment Donald Trump, a tenu à dissiper toute ambiguïté concernant une supposée proximité avec le candidat répu-

blicain. En abordant ce sujet lors d'une déclaration publique, Poutine a non seulement nié toute influence, mais a aussi rejeté les enquêtes qui avaient, selon lui, déjà réfuté ces allégations.

Depuis les élections de 2016, la question de l'ingérence russe dans la politique américaine ne cesse de resurgir. Les allégations d'une collusion entre Moscou et Donald Trump ont été au cœur

de nombreuses enquêtes aux États-Unis. Dans son discours au sommet des BRICS, Poutine a fermement démenti toute implication, rappelant que «les accusations d'ingérence avaient été soigneusement examinées et écartées par les autorités américaines». Selon lui, les conclusions de ces enquêtes montrent clairement qu'il n'y avait jamais eu de lien entre la Russie et la campagne de Tru-

mp. **«Ces accusations sont absurdes et sans fondement»**, a-t-il martelé.

Cette déclaration s'inscrit dans un contexte où les relations entre la Russie et l'Occident, particulièrement avec les États-Unis, sont tendues, notamment depuis l'intervention russe en Ukraine. Les États-Unis, aux côtés de l'Union européenne, ont adopté des sanctions contre Moscou, et Poutine semble déter-

POUTINE NIE TOUT SOUTIEN À TRUMP

miné à minimiser toute forme de soupçon quant à un éventuel favoritisme envers Trump, qu'il qualifie de « **non-sens politique** ».

Interrogé sur l'avenir des relations entre la Russie et les États-Unis, Poutine a précisé que cela dépendrait en grande partie de la position que choisiront d'adopter les États-Unis. « Si le nouveau président américain opte pour des relations de coopération, nous serons ouverts à cette idée », a-t-il déclaré. Cependant, il a souligné que la Russie n'avait aucune obligation de chercher à plaire aux États-Unis, un choix qu'il dit réserver exclusivement à la future administration américaine.

Cette attitude reflète une stratégie calculée : en renvoyant la responsabilité aux États-Unis, Poutine semble vouloir adopter une posture d'attente, soulignant que la Russie n'a rien à prouver ni à gagner en courtisant un candidat plutôt qu'un autre. En tenant cette ligne, il maintient une certaine neutralité politique tout en s'assurant que l'issue de la présidentielle américaine ne sera pas perçue comme influencée par Moscou.

Face à un isolement de plus en plus marqué en

Europe, Poutine s'appuie désormais sur les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) pour affirmer le poids de la Russie dans les affaires internationales. Ce groupe, qui a pris de l'importance ces dernières années, offre une alternative diplomatique à la Russie. En renforçant ses liens avec ces pays, le Kremlin trouve un moyen de contourner l'isolement imposé par les sanctions occidentales. Poutine a également pu compter sur le soutien de certains pays africains qui, eux aussi, contestent parfois l'influence de l'Occident.

Le sommet des BRICS a ainsi offert à Poutine une plateforme idéale pour réaffirmer la position de la Russie comme puissance mondiale indépendante, capable de se passer du soutien américain. La présence d'alliés puissants comme la Chine et l'Inde contribue à légitimer son refus de céder aux pressions occidentales, y compris en ce qui concerne les accusations d'ingérence dans les élections américaines.

Pour l'avenir des relations russo-américaines, Poutine a rappelé que Moscou restait ouvert au dialogue, mais uniquement si ce dernier est souhaité par

les États-Unis. Cette flexibilité apparente masque une réalité : les relations entre les deux pays sont à un point de tension rarement atteint depuis la Guerre froide. Les actions des deux pays sur la scène internationale, en particulier en Europe et au Moyen-Orient, créent des frictions qui rendent difficile un retour à une coopération pacifique.

Cependant, en insistant sur l'importance d'un choix à venir pour Washington, Poutine semble envoyer un message : la Russie est prête à coexister pacifiquement, mais elle n'hésitera pas à renforcer ses alliances alternatives si les États-Unis poursuivent une politique de confrontation. Cette vision stratégique s'accompagne d'une réalité : en pleine guerre en Ukraine et sous le poids des sanctions, la Russie pourrait tirer profit d'une approche plus conciliante de la part de l'Occident. Toutefois, pour l'heure, le Kremlin semble déterminé à maintenir une attitude de défiance prudente, surtout tant que les élections américaines de 2024 n'auront pas clarifié l'orientation future de Washington.

En affirmant publique-

ment son absence de proximité avec Donald Trump, Vladimir Poutine cherche à se dissocier des débats internes à la politique américaine, tout en évitant d'être perçu comme un acteur influençant l'issue de l'élection. Cette prise de position reflète un désir de neutralité stratégique, au moment où la Russie se tourne vers ses alliés au sein des BRICS et vers des partenariats en Afrique pour contourner les sanctions occidentales et affirmer sa présence mondiale.

L'avenir des relations russo-américaines pourrait toutefois dépendre du résultat des élections américaines. Mais quelle que soit l'issue, Poutine semble déterminé à maintenir la Russie dans une posture d'indépendance, à l'abri des accusations d'ingérence, tout en poursuivant des alliances alternatives avec des partenaires non occidentaux. Le monde entier observera donc avec attention comment les choix de Washington influenceront sur cette relation délicate, et si un nouvel équilibre pourra émerger entre ces deux superpuissances.

La rédaction

LESLIE VOLTAIRE FACE À LA VIOLENCE DES GANGS



La crise en Haïti s'aggrave chaque jour, marquée par une violence croissante des gangs qui cherchent à contrôler la capitale, Port-au-Prince. Depuis la semaine dernière, le quartier de Solino est le théâtre

d'attaques incessantes, forçant de nombreux habitants à fuir pour sauver leur vie. Cette situation dramatique reflète la détérioration rapide de la sécurité dans le pays, avec des conséquences alarmantes pour les po-

pulations locales.

Les résidents de Port-au-Prince se trouvent pris au piège entre les affrontements des gangs et les tentatives des forces de l'ordre pour contenir la violence. Solino, l'un des

quartiers les plus touchés, est particulièrement visé par les attaques de la coalition de gangs Viv Ansanm. Formée en septembre 2023, cette coalition réunit deux grandes fédérations de gangs autrefois ennemies. Depuis leur union,

LESLIE VOLTAIRE FACE À LA VIOLENCE DES GANGS

ces groupes ont mené des offensives d'envergure contre des infrastructures publiques, participant à l'instabilité politique qui a conduit à la démission du Premier ministre Ariel Henry.

Pour les habitants, l'angoisse est devenue quotidienne. Edna Gelin, qui a dû fuir avec ses deux enfants et sa mère âgée, raconte avec émotion : « Les balles tombaient comme la pluie sur le toit en zinc », des larmes coulant sur son visage tandis qu'elle revit ces moments de terreur. Comme elle, des milliers de familles cherchent désespérément à quitter ces zones de conflit, augmentant la pression sur les quartiers encore épargnés.

La situation sécuritaire à Port-au-Prince est complexe. Les gangs de Viv Ansanm ont établi un réseau de « corridors » dans les maisons, leur permettant de se déplacer à l'abri des regards et de mener des assauts surprises. Cette tactique leur a notamment permis de ravager le quartier de la rue Anglade, où plusieurs maisons ont été incendiées. Un habitant appelle à la fermeture de ces passages, estimant que c'est une mesure indispensable pour affaiblir les gangs et réduire leur

capacité de nuisance.

Les forces de police haïtiennes, présentes sur le terrain, peinent à reprendre le contrôle de la situation. Bien que des policiers kenyans aient été déployés dans le cadre de la mission de soutien des Nations Unies, leur présence est jugée insuffisante par les habitants. « Ils ne peuvent pas faire face à une telle violence avec si peu de moyens », explique un résident de Solino. Face à cette impuissance, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer le retour des Forces Armées d'Haïti, dans l'espoir de rétablir un semblant de sécurité.

Conscient de l'urgence, le conseil présidentiel transitoire d'Haïti, dirigé par Leslie Voltaire, a tenu une conférence de presse ce vendredi pour aborder la crise. Voltaire a promis une réponse ferme contre les gangs, affirmant que « ceux qui sèment la terreur recevront la réponse des forces de l'ordre ». Ces déclarations, bien que volontaristes, peinent à convaincre une population qui attend des actions concrètes pour mettre fin à l'escalade de la violence.

La communauté internationale, de son côté, est de

plus en plus préoccupée par l'évolution de la situation. Les Nations Unies, qui avaient initialement mis en place une mission de soutien composée de policiers kenyans, envisagent désormais de transformer cette mission en une opération de maintien de la paix de plus grande envergure. Des responsables américains et haïtiens ont plaidé pour un renforcement des effectifs et des financements afin de faire face à la montée en puissance des groupes armés.

La crise sécuritaire à Port-au-Prince a des répercussions bien au-delà des frontières haïtiennes. Récemment, un hélicoptère de l'ONU a été pris pour cible aux abords de l'aéroport international de Port-au-Prince, forçant la compagnie Spirit Airlines à suspendre temporairement ses vols entre Fort Lauderdale et la capitale haïtienne. Cette interruption de la liaison aérienne souligne la détérioration de la sécurité et l'isolement croissant de la ville.

En parallèle, les efforts diplomatiques s'intensifient pour trouver une solution à la crise. Les voisins caribéens d'Haïti et la communauté internationale appellent à un dialogue entre les acteurs politiques et les

groupes armés pour parvenir à un cessez-le-feu. Cependant, la fragmentation des gangs et leurs rivalités internes rendent toute négociation complexe et incertaine.

La situation en Haïti est devenue critique. Alors que les tirs continuent de retentir dans les rues de Port-au-Prince, la population vit dans la peur constante d'un nouveau massacre. Les promesses de Leslie Voltaire et les efforts des forces de l'ordre peinent à rassurer. La violence des gangs, exacerbée par le manque de moyens des autorités et la faiblesse de la mission de soutien des Nations Unies, compromet les espoirs de retour à une vie normale.

Le chemin vers la stabilité reste semé d'embûches pour Haïti. La coopération internationale sera essentielle pour renforcer les capacités des forces de sécurité locales et offrir aux Haïtiens un avenir plus serein. Pour l'heure, Port-au-Prince continue de vivre au rythme des violences, laissant une population meurtrie dans l'attente d'une réponse à leur souffrance.

La rédaction

LE BARÇA HUMILIE LE REAL MADRID

Le Clasico entre le FC Barcelone et le Real Madrid, disputé au stade Santiago-Bernabéu, a tourné à la débâcle pour les Madrilènes qui ont subi une lourde défaite de 0-4. Une prestation dominante des Blaugranas a laissé le Real, pourtant soutenu par un Kylian Mbappé attendu comme le sauveur de son équipe, désemparé devant son public. Ce match, qui marquera l'histoire de la Liga, met en lumière la supériorité tactique et technique du Barça, désormais leader in-

contesté du championnat espagnol.

Le Real Madrid avait pourtant montré de belles intentions dès les premières minutes. Les Merengues ont su se procurer plusieurs opportunités dangereuses, mais la réussite n'a pas été au rendez-vous. Kylian Mbappé, récemment arrivé dans la capitale espagnole pour renforcer l'attaque madrilène, a eu du mal à concrétiser ses occasions. Son but refusé à la 30ème minute pour une position de hors-jeu a symbolisé les difficultés



madrilènes à rester précis dans la finition.

vu ses efforts s'effondrer avant même la pause.

La frustration des supporters du Real Madrid s'est amplifiée alors que l'équipe semblait incapable de tromper la défense catalane. L'attaque madrilène, bien que percutante, a manqué de précision et de sérénité au moment de conclure, laissant passer plusieurs chances de prendre l'avantage. Avec pas moins de sept situations de hors-jeu, dont certaines annulant des buts potentiels, le Real a

La mi-temps a marqué un tournant décisif dans le match, avec un Barça qui a su monter en puissance de manière spectaculaire. L'entraîneur catalan a effectué des changements qui se sont révélés payants, notamment les entrées en jeu de Frenkie de Jong et Dani Olmo, qui ont immédiatement impacté le jeu.

Les Blaugranas ont démarré la deuxième mi-

LE BARÇA HUMILIE LE REAL MADRID

temps avec une détermination renouvelée, et leur domination a rapidement été récompensée. Robert Lewandowski, en grande forme cette saison, a inscrit un doublé en deux minutes (54e, 56e), mettant le Real Madrid à genoux. Avec ces deux buts, Lewandowski a porté son total à 14 réalisations en Liga cette saison, confirmant son statut de meilleur buteur du championnat.

À partir de ce moment-là, le Real Madrid a semblé perdre pied. La défense madrilène, habituellement solide, a cédé sous les assauts répétés des attaquants barcelonais. Lamine Yamal, le jeune prodige du Barça, a inscrit un troisième but d'une frappe somptueuse à la 77ème minute, confirmant les espoirs placés en lui pour l'avenir du club.

Raphinha, l'ailier brésilien, a parachevé l'œuvre de son équipe avec un joli piqué à la 84ème minute, portant le score à 4-0. Cette démonstration de force du Barça a laissé le public madrilène sous le choc, tandis que les supporters catalans exultaient devant cette victoire

retentissante. Pour Kylian Mbappé, ce Clasico devait être l'occasion de marquer les esprits et de justifier les attentes placées en lui par le Real Madrid. Mais le capitaine de l'équipe de France a manqué de réussite face à un Ter Stegen infranchissable et une défense catalane parfaitement organisée. Si les projecteurs étaient braqués sur lui, c'est le Barça qui a finalement volé la vedette, rendant la soirée encore plus amère pour l'attaquant français.

À l'approche de la remise du Ballon d'Or 2024, où Vinicius Jr est pressenti comme favori, cette défaite pourrait laisser des traces dans les esprits madrilènes. Le Brésilien, bien que combatif, n'a pas réussi à peser sur le jeu face à une équipe barcelonaise qui a su imposer sa loi. Ce revers compromet également les ambitions du Real Madrid en Liga, laissant le FC Barcelone prendre une avance de six points au classement.

Cette victoire éclatante permet au FC Barcelone de frapper un grand coup dans la course au titre, marquant un tournant dans cette saison de Liga. Avec ce succès,

les hommes de Xavi envoient un message fort à leurs concurrents : le Barça est bel et bien de retour au sommet du football espagnol.

Après avoir infligé une défaite 4-1 au Bayern Munich en Ligue des champions quelques jours plus tôt, les Blaugranas confirment leur dynamique positive et leur capacité à se hisser au plus haut niveau lors des grands rendez-vous. La victoire face au Real Madrid, leur rival de toujours, prend une saveur particulière pour les supporters catalans, qui espèrent voir leur équipe renouer avec les succès sur la scène nationale et européenne.

Si le FC Barcelone peut se réjouir de cette performance, le Real Madrid, quant à lui, est contraint de se remettre en question après cette débâcle. Les choix tactiques de Carlo Ancelotti, les performances en demi-teinte de certains

cadres et la gestion des temps forts de la rencontre seront scrutés de près dans les jours à venir.

L'humiliation subie sur sa propre pelouse rappelle au Real Madrid que la lutte pour le titre sera rude cette saison. Pour Kylian Mbappé, qui rêve de marquer l'histoire sous le maillot blanc, ce revers face au grand rival est un coup dur à encaisser. Il lui faudra rapidement tourner la page pour aider son équipe à rebondir.

La Liga est encore longue, et si le Barça a pris un avantage psychologique indéniable, le Real Madrid aura l'occasion de prendre sa revanche au retour. D'ici là, les deux équipes continueront de se livrer une lutte sans merci pour la suprématie en Espagne, au grand bonheur des amateurs de football.

La rédaction



DÉRIVES PRÉDICATEURS ISLAMIKES CONDAMNÉES



La fédération des associations islamiques du Burkina Faso (FAIB) a récemment lancé un appel à la vigilance face à la montée des discours extrémistes diffusés par certains prédicateurs sur les réseaux sociaux. Ce phénomène suscite une vive inquiétude, car il contribue à alimenter des tensions au sein de la communauté musulmane burkinabè. Les

responsables de la FAIB insistent sur la nécessité de préserver l'unité et la cohésion de la communauté, tout en condamnant fermement les incitations à la violence et aux divisions.

La diffusion de messages extrémistes sur les réseaux sociaux est devenue une source de préoccupation pour les autorités religieuses du Burkina Faso.

La FAIB, à travers sa présidence, a alerté sur la multiplication de propos visant à encourager la haine entre différentes tendances au sein de la communauté musulmane. En effet, une vidéo particulièrement préoccupante a été repérée, dans laquelle un prédicateur appelle ses sympathisants à s'en prendre aux membres d'une autre association islamique.

Ces discours, largement partagés sur les réseaux sociaux, risquent d'alimenter des tensions déjà existantes et de compromettre la paix sociale. Les propos diffusés encouragent une vision sectaire et divisent les croyants, s'opposant ainsi aux principes fondamentaux de tolérance et de respect prônés par l'islam. La FAIB estime que ces dérives mettent en danger la stabilité et l'harmonie

NGANNOU DOMINE FERREIRA AU PREMIER ROUND

sociale au Burkina Faso, un pays où coexistent diverses communautés religieuses.

Face à cette situation, la FAIB a pris la parole pour rappeler les responsabilités qui incombent aux leaders religieux et aux prédicateurs. « **Nous observons avec inquiétude l'émergence de déviations dangereuses dans le discours religieux** », a souligné la présidence de la fédération. Ce message appelle à la retenue et à la modération dans les prêches et les enseignements, tout en encourageant les prédicateurs à faire preuve de sagesse et de discernement dans leurs propos.

Les responsables de la FAIB ont également insisté sur le respect de la dignité des individus, qu'ils soient vivants ou décédés. Pour eux, « les insultes ou atteintes à la dignité » ne devraient jamais faire partie des discours tenus dans les lieux de culte ou sur les plateformes de communication. La FAIB rappelle ainsi que l'islam, dans sa dimension spirituelle et éthique, condamne toute forme de violence verbale ou physique à l'encontre des autres.

En réponse à ces dérives, la FAIB a annoncé la création d'un comité de suivi et de vigilance. Ce comité aura pour mission de surveiller

les discours diffusés sur les réseaux sociaux et de veiller à ce que les messages véhiculés respectent les principes de paix, de fraternité et de tolérance. La FAIB entend ainsi renforcer la régulation des prêches et des discours afin de prévenir toute propagation de messages susceptibles de semer la discorde.

La mise en place de ce comité de vigilance est une étape importante pour la fédération, qui souhaite éviter que les discours radicaux ne trouvent un écho trop large au sein de la communauté musulmane burkinabè. Ce dispositif vise également à rappeler que la liberté d'expression, si elle est un droit fondamental, doit s'accompagner d'un sens aigu de la responsabilité, en particulier lorsque cette expression touche à la foi et aux croyances des autres.

La FAIB a également averti qu'elle n'hésiterait pas à prendre des « mesures appropriées » contre ceux qui s'écartent de la voie de la modération. Ces mesures pourraient inclure des sanctions à l'encontre des prédicateurs qui continueraient à tenir des propos incitant à la violence ou à la division. L'objectif est de préserver l'unité de la communauté musulmane et d'éviter que des discours haineux ne

conduisent à des actes de violence ou à des conflits internes.

Cet avertissement s'adresse non seulement aux prédicateurs, mais aussi à tous les musulmans du Burkina Faso. La FAIB les exhorte à promouvoir un discours exempt de violence, de haine et de sectarisme, en privilégiant un message de paix et de fraternité. « Il est essentiel que tous les acteurs religieux jouent leur rôle de promoteurs de la paix », a rappelé la fédération, insistant sur le fait que l'islam, dans sa pratique authentique, est une religion de tolérance et de respect de l'autre.

La situation actuelle met en lumière les défis auxquels est confrontée la communauté musulmane burkinabè dans un contexte marqué par une recrudescence des discours radicaux. Pour les autorités religieuses, il est crucial de maintenir la cohésion sociale et de renforcer le dialogue entre les différentes tendances islamiques présentes au Burkina Faso.

Au-delà de la communauté musulmane, cet appel à la modération et à la vigilance concerne l'ensemble de la société burkinabè. Le Burkina Faso est en effet un pays à la diversité religieuse riche, où chrétiens,

musulmans et adeptes des religions traditionnelles cohabitent depuis longtemps. Dans un tel contexte, le maintien de la paix sociale dépend en grande partie de la capacité des leaders religieux à prôner la tolérance et à rejeter les discours de haine.

La fédération des associations islamiques du Burkina Faso s'est positionnée avec fermeté face à la montée des discours extrémistes de certains prédicateurs. En mettant en place un comité de vigilance et en appelant à la responsabilité des leaders religieux, elle entend préserver l'unité de la communauté et renforcer les liens de fraternité qui unissent les musulmans burkinabè.

Cet effort de régulation et de sensibilisation est un signal fort pour rappeler que la religion doit rester un facteur de paix et de cohésion sociale. Alors que le Burkina Faso fait face à des défis sécuritaires et sociaux, le rôle des leaders religieux dans la promotion de la paix et de l'harmonie entre les communautés n'a jamais été aussi crucial.

La rédaction

LE DÉSARROI DES LIBANAIS BLOQUÉS



En France, de nombreux Libanais se retrouvent dans une situation difficile à l'approche de l'expiration de leurs visas. Compte tenu de la détérioration de la situation sécuritaire au Liban, certains souhaitent prolonger leur séjour dans l'Hexagone, mais se heurtent souvent à des refus ou à un silence administratif de la part des autorités françaises. Entre démarches infructueuses et craintes de devenir des sans-pa-

piers, ces ressortissants libanais naviguent dans l'incertitude.

La situation au Liban s'est dégradée à un point critique depuis les récentes frappes aériennes israéliennes débutées le 23 septembre, plongeant le pays dans une nouvelle phase de crise humanitaire. Pour les Libanais en France, cette instabilité rend le retour dans leur pays extrêmement difficile, voire dangereux. Certains ont des proches

restés au Liban dont ils redoutent pour la sécurité, tandis que d'autres sont eux-mêmes âgés ou vulnérables face aux risques liés à la situation sur place.

Marlène, une Franco-Libanaise installée dans le Val-de-Marne, en fait partie. Depuis 2021, elle réside en France avec son mari français et leurs deux filles. Le 1er septembre, elle a fait venir sa mère de 76 ans, originaire de Beyrouth, pour l'aider à gérer la rentrée scolaire. Son sé-

jour initial ne devait durer que quelques semaines, mais avec la montée des tensions au Liban, Marlène a voulu prolonger la présence de sa mère auprès d'elle. « **Elle a 76 ans, elle habite seule à Beyrouth et je suis fille unique. S'il y a quoi que ce soit, elle ne peut partir nulle part. Je crains pour elle** », confie-t-elle.

Cependant, prolonger le séjour de sa mère s'avère être un parcours semé d'embûches. Le visa tou-

LE DÉSARROI DES LIBANAIS BLOQUÉS

ristique de sa mère arrive à expiration le 12 novembre, et Marlène a entamé dès le 1er octobre des démarches pour obtenir une prolongation. « **J'ai contacté toutes les administrations pour faire prolonger son visa** », explique-t-elle. Mais les réponses des autorités françaises se font attendre, laissant la famille dans une situation de plus en plus tendue. « **La préfecture ne me répond ni par e-mail ni au téléphone. J'ai envoyé des lettres en recommandé, sans succès. J'ai écrit à la cellule de crise [du ministère des affaires étrangères], à l'Elysée. Aucun être humain ne me répond. Elle va se retrouver en situation irrégulière** », déplore Marlène.

La crainte de se retrouver en situation irrégulière en France, à un âge avancé, pousse certains Libanais à envisager un retour au Liban, malgré les dangers. C'est le cas de Gisèle Dacache, dont le visa a expiré le 15 octobre. Venant initialement s'occuper de ses petites-filles de 1 et 3 ans, elle a décidé de rentrer au Liban de peur de devenir une sans-papiers. Mais la perspective de retourner dans un pays où la sécurité n'est plus assurée est une source d'angoisse. « **Elle habite à cinq minutes**

en voiture du quartier général du Hezbollah », explique son fils, Elie Dagher, qui s'inquiète pour sa mère. Installé dans les Hauts-de-Seine, il a tenté, en vain, de faire prolonger le visa de sa mère auprès des autorités françaises.

Face à ces situations de détresse, les Libanais concernés se sentent démunis, confrontés à une administration française qui reste silencieuse. La demande de prolongation de visa pour des raisons humanitaires, dans le contexte actuel, est souvent traitée de manière stricte par les préfectures, malgré les risques auxquels ces familles pourraient être exposées en retournant au Liban. Certains avocats spécialisés dans le droit des étrangers soulignent le manque de directives claires pour gérer ces situations, malgré les tensions croissantes au Moyen-Orient.

Les associations de défense des droits des étrangers, quant à elles, s'alarment de la situation et appellent les autorités à faire preuve de souplesse et de compréhension. Elles rappellent que le droit international impose une protection aux personnes fuyant des situations de guerre ou de graves atteintes aux droits humains. Dans le cas du Li-

ban, la multiplication des violences et des menaces sur les populations civiles pourrait justifier un traitement plus bienveillant des demandes de prolongation de visa, au moins le temps que la situation se stabilise.

Les familles concernées, comme celle de Marlène et de Gisèle, espèrent que les autorités françaises prendront conscience de la gravité de la situation et réévalueront les dossiers en fonction des risques réels encourus par les demandeurs. Pour ces Libanais, rester en France ne représente pas un choix de confort, mais une nécessité pour éviter de s'exposer à des dangers. Leur souhait est de voir leurs demandes de prolongation de visa traitées avec humanité, dans un contexte où leur pays traverse l'une des pires crises de son histoire.

La situation soulève des questions plus larges sur la gestion des demandes de séjour temporaire pour motifs humanitaires. La France, terre d'accueil pour de nombreux réfugiés, est confrontée à un dilemme entre la fermeté dans la gestion des flux migratoires et la solidarité internationale en réponse aux crises humanitaires. Pour les familles libanaises déjà

présentes sur le territoire français, ce débat prend un caractère très concret, alors que leur avenir reste suspendu à des décisions administratives.

Dans l'attente d'une réponse des autorités françaises, les Libanais concernés par l'expiration de leurs visas vivent dans l'angoisse et l'incertitude. La perspective de devoir retourner dans un pays déstabilisé par la violence les pousse à redoubler d'efforts pour rester en France de manière légale. Pour eux, chaque jour de silence administratif est une source supplémentaire de stress, tandis que la situation au Liban continue de se détériorer.

Ces histoires illustrent la réalité de milliers de familles prises entre deux crises : celle d'un pays qui leur a offert un refuge temporaire, et celle de leur pays d'origine, où la sécurité est de plus en plus précaire. Au-delà de la gestion administrative, c'est une question de solidarité humaine qui se pose, et qui appelle une réponse à la hauteur des enjeux.

La rédaction

UNE CAMPAGNE POUR UN TOURNANT CONSTITUTIONNEL



Le Gabon s'apprête à entrer dans une nouvelle phase de son histoire politique avec l'ouverture, le 7 novembre prochain, de la campagne électorale pour le référendum constitutionnel prévu le 16 novembre 2024. Ce scrutin pourrait redessiner l'architecture du pouvoir dans le pays en introduisant un régime présidentiel, en remplacement du régime semi-parlementaire en vigueur. Pour le gouvernement de transition, ce référendum représente une occasion de renforcer la légitimité des institutions gabonaises et de stabiliser le paysage

politique après le renversement d'Ali Bongo en août 2023.

Le ministre de l'Intérieur, Hermann Immongault, a annoncé que la campagne électorale se déroulera jusqu'au 15 novembre, veille du référendum. Une mesure notable est l'ouverture de cette élection aux observateurs internationaux, une initiative sans précédent pour le pays, surtout après les restrictions imposées lors des dernières élections générales sous le régime d'Ali Bongo. Cette décision marque un tournant pour le Gabon, qui a souvent été critiqué pour son

manque de transparence dans les processus électoraux.

« Cette consultation cruciale pour notre pays sera ouverte aux observateurs internationaux pour renforcer la crédibilité de notre processus électoral », a déclaré Hermann Immongault, soulignant l'engagement personnel du président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguma, en faveur de cette ouverture. Cependant, le ministre a tenu à préciser que cette autorisation n'était pas un « blanc-seing » : le déploiement des observateurs sera strictement encadré par le Code élec-

toral gabonais. Les ONG locales et les mouvements citoyens, pour leur part, ont salué cette décision comme une avancée significative pour la transparence et la démocratie.

La dernière expérience électorale gabonaise, marquée par des restrictions imposées aux observateurs et aux médias internationaux, reste fraîche dans les mémoires. En août 2023, les élections générales, largement critiquées pour leur organisation chaotique, avaient été suivies d'un coup d'État militaire qui a conduit à la destitution d'Ali Bongo. Les critiques internatio-

UNE CAMPAGNE POUR UN TOURNANT CONSTITUTIONNEL

nales et les manifestations populaires avaient mis en lumière le besoin pressant de réformes au Gabon, une situation qui semble aujourd'hui être un catalyseur pour cette initiative de transition.

L'ouverture aux observateurs étrangers permet non seulement d'instaurer un climat de confiance, mais elle répond également aux exigences des citoyens gabonais, qui aspirent à des institutions plus transparentes et représentatives. « Cette décision marque un progrès significatif », souligne un porte-parole d'une ONG locale, ajoutant que « les erreurs de l'ancien régime ne doivent pas être répétées ». Les observateurs espèrent que la présence internationale dissuadera toute tentative de manipulation des résultats et garantira que la voix du peuple gabonais sera respectée.

Le 16 novembre, les Gabonais seront invités à se prononcer sur le projet de Constitution, avec un choix symbolisé par deux couleurs : le bulletin vert pour un vote « oui » et le bulletin rouge pour un vote « non ». Ce projet de réforme constitutionnelle vise principalement à instaurer un régime présidentiel pur, en remplacement du régime semi-parlementaire actuel. Si cette ré-

forme est approuvée, elle confèrera des pouvoirs élargis au président, réduisant les contre-pouvoirs exercés actuellement par le parlement.

Ce référendum constitutionnel fait partie intégrante des promesses de transition démocratique annoncées par le président Oligui Nguema. En adoptant un régime présidentiel, les partisans de la réforme espèrent donner un cap clair au pays et renforcer l'autorité de l'exécutif pour mener à bien les projets de développement. Néanmoins, cette proposition suscite aussi des inquiétudes, certains craignant que cette concentration de pouvoirs ne mène à un retour des dérives autoritaires.

Le climat politique actuel au Gabon est marqué par une soif de changement et un désir de tourner la page des années de gouvernance controversée d'Ali Bongo. Ce référendum s'inscrit dans une série de réformes politiques et économiques entreprises par le gouvernement de transition. Le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, promet un nouveau institutionnel, fondé sur la transparence, l'inclusion et la bonne gouvernance. Cette consultation populaire pourrait donc être un premier test de la crédibi-

lité et de l'engagement du régime de transition envers ces principes.

Cependant, certains analystes soulignent que cette transition pourrait s'avérer fragile si elle ne bénéficie pas d'un large soutien populaire. La participation des observateurs internationaux est certes un pas vers la légitimation du processus, mais elle ne garantit pas que les attentes des Gabonais seront entièrement satisfaites. Des mouvements citoyens et des figures de l'opposition soulignent l'importance de garantir un débat inclusif et éclairé autour du référendum, pour éviter un processus de réforme qui serait perçu comme imposé d'en haut.

La réussite de ce référendum et son impact sur le pays dépendent fortement de la capacité des autorités à instaurer un climat de confiance. L'ouverture aux observateurs internationaux, inédite dans l'histoire politique récente du Gabon, envoie un signal fort. Ce gage de transparence pourrait encourager une forte participation de la population, essentielle pour garantir la légitimité des résultats.

Si les Gabonais décident de voter pour la réforme, le pays se dotera d'un nouveau cadre politique qui pourrait redéfinir son ave-

nir. Dans le cas contraire, le rejet de la Constitution marquerait un retour à la case départ pour le gouvernement de transition, qui devra alors trouver de nouvelles solutions pour mener à bien sa mission de stabilisation et de réforme.

Le référendum constitutionnel du 16 novembre sera plus qu'un simple choix entre deux systèmes de gouvernance. Il s'agit d'un véritable baromètre pour mesurer l'adhésion des Gabonais aux promesses de changement du gouvernement de transition. Sous le regard attentif des observateurs internationaux, le Gabon se trouve à la croisée des chemins, avec la possibilité d'établir une démocratie renforcée et de consolider sa place sur la scène africaine.

L'issue de ce référendum pourrait marquer une étape décisive dans la redéfinition de l'État gabonais et ouvrir la voie vers une gouvernance renouvelée, plus transparente et en phase avec les attentes des citoyens. Le Gabon s'apprête donc à écrire une nouvelle page de son histoire politique, sous le regard attentif du monde et en quête de crédibilité et de stabilité.

La rédaction

NOUVEL AÉROPORT POUR LA TSHOPO OUVERTE AU MONDE

La République démocratique du Congo (RDC) vient d'inaugurer une infrastructure stratégique dans la ville de Kisangani, province de la Tshopo : l'aéroport international de Bangoka. C'est au cours d'une cérémonie solennelle, le 26 octobre, que le président Félix Tshisekedi a officiellement ouvert ce complexe modernisé, espérant ainsi relier cette région, souvent isolée, à des destinations internationales et offrir de nouvelles perspectives économiques à la province.

L'initiative de modernisation de l'aéroport de Bangoka remonte à 2017 sous le régime de Joseph Kabila, mais elle s'est concrétisée seulement en 2023,

sous la présidence de Félix Tshisekedi. Située dans le nord-est de la RDC, Kisangani est la troisième plus grande ville du pays. Son nouvel aéroport, capable d'accueillir plus de 300 passagers en heure de pointe, est conçu pour renforcer les connexions entre les provinces de la RDC et pour ouvrir la Tshopo à des flux internationaux.

Devant le terminal flamboyant neuf, le président Tshisekedi a coupé le ruban, sous les acclamations de la population venue assister à cet événement historique. Pour le ministre des Transports, Jean-Pierre Bemba, cet aéroport « ouvre la voie à de nouvelles opportunités » et constitue un pilier pour le développement économique régional. En

effet, il pourrait devenir un point de connexion clé pour des vols internationaux, en complément des infrastructures existantes dans d'autres provinces.

La pandémie de Covid-19 a gravement affecté le trafic aérien mondial, et Kisangani n'a pas été épargnée. Depuis 2020, le faible flux de passagers avait contraint Bangoka à suspendre ses vols internationaux. Avec cette rénovation, l'ambition est de redynamiser la fréquentation de l'aéroport et de rétablir des liaisons avec des destinations internationales pour stimuler l'économie locale.

Jean Bamanisa, sénateur et ancien gouverneur de la région, a souligné les perspectives qui pourraient

attirer de nouveaux passagers. Selon lui, l'aéroport de Bangoka pourrait devenir bien plus qu'un simple lieu de transit. « Dans notre plan, il était question de transformer l'or pour pouvoir exporter ici même à l'aéroport », a-t-il expliqué, insistant sur le potentiel d'un atelier technique pour la maintenance aéronautique et même un centre de formation pour les pilotes. Ces idées visent à faire de Bangoka une plaque tournante aérienne et logistique, capable d'attirer non seulement des passagers, mais aussi des investisseurs.

En RDC, le réseau aéroportuaire reste un défi colossal. Sur les 252 aéroports et aérodromes du pays, seuls 38 sont opérationnels, et seulement 20 d'entre eux accueillent des vols réguliers. Dans ce contexte, l'inauguration d'une infrastructure internationale moderne à Kisangani revêt une importance cruciale. L'objectif est de désenclaver une région isolée, mais potentiellement riche, en l'intégrant dans un réseau de transport national et international.

La Tshopo dispose de ressources naturelles abondantes, et le développement d'un pôle économique autour de l'aéroport pourrait ouvrir de nouvelles perspectives. Avec des connexions aériennes élargies, les ex-



NOUVEL AÉROPORT POUR LA TSHOPO OUVERTE AU MONDE

portations de produits locaux, de minerais, et d'autres ressources naturelles pourraient se diversifier. Ce type de développement serait bénéfique pour l'économie locale et pour la RDC dans son ensemble, en permettant une meilleure valorisation de ses ressources et en facilitant les échanges commerciaux avec le reste du monde.

Les autorités congolaises espèrent que le nouvel aéroport générera une activité économique accrue dans la région de la Tshopo. Jean-Pierre Bemba a notamment souligné les opportunités d'emploi créées par cette infrastructure, non seulement pour les travailleurs directs de l'aéroport, mais aussi pour les activités secondaires. En effet, un aéroport international est un moteur pour divers secteurs économiques : commerces, services, hôtels, logistique et maintenance aéronautique.

Par ailleurs, l'installation d'une base logistique à Bangoka pourrait attirer des entreprises de maintenance aéronautique et de formation, ainsi que des investisseurs locaux et étrangers. Le potentiel de la Tshopo pour le développement d'un secteur aéronautique et logistique pourrait transformer durablement la région en un pôle dynamique. Une fois pleinement opération-



nel, l'aéroport pourrait ainsi contribuer à diversifier l'économie de la RDC, longtemps dépendante de l'exploitation des ressources minières.

L'inauguration de l'aéroport de Bangoka est également une étape vers l'intégration régionale. Les autorités congolaises visent à faciliter la connectivité entre les différentes provinces de la RDC, pays vaste et souvent difficile d'accès. Pour Félix Tshisekedi, développer des infrastructures de transport efficaces est essentiel pour renforcer l'unité nationale et favoriser la mobilité des citoyens à travers le territoire.

L'amélioration de la connectivité régionale permettra également d'atténuer les disparités entre les différentes régions du pays. La Tshopo, dotée de ressources na-

turelles et d'un potentiel agricole élevé, pourrait jouer un rôle crucial dans l'économie congolaise si elle est mieux connectée aux autres provinces et aux marchés internationaux. Le développement de cet aéroport pourrait donc contribuer à réduire les inégalités régionales et à accélérer la croissance économique dans l'ensemble du pays.

L'inauguration de l'aéroport international de Bangoka à Kisangani marque un tournant pour la Tshopo et pour la RDC en général. Dans un pays où les infrastructures de transport sont limitées, cette réalisation ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir. Ce projet s'inscrit dans la volonté de Félix Tshisekedi de renforcer les infrastructures nationales et de faciliter l'accès aux marchés internationaux.

Si le succès de cet aéroport dépendra de sa capacité à attirer un flux régulier de passagers et d'investissements, il constitue néanmoins un symbole fort de la modernisation et de la volonté de développement du pays. Avec l'ambition d'augmenter les échanges commerciaux et de favoriser la mobilité régionale, l'aéroport de Bangoka pourrait devenir un pilier du développement économique de la RDC.

Dans un contexte où la RDC cherche à diversifier son économie et à s'intégrer davantage dans le commerce international, cet aéroport est une pierre angulaire qui, si elle est exploitée à son plein potentiel, pourrait transformer non seulement Kisangani, mais aussi le pays dans son ensemble.



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE